



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Acquisition d'un microscope double faisceau MEB-FIB et ses accessoires

Institut polytechnique de Grenoble
DAF / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE

Pour le laboratoire SIMAP et la plateforme CMTC

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
3 - Pièces contractuelles.....	3
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	3
5 - Protection des données à caractère personnel.....	4
6 - Durée et délais d'exécution	4
6.1 - Durée du contrat	4
6.2 - Délais d'affermissement des tranches	4
6.3 – Délais maximums d'exécution.....	4
7 - Prix.....	5
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
7.2 - Modalités de variation des prix	5
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	5
8 - Garanties Financières	6
9 - Avance.....	6
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
10 - Modalités de règlement des comptes.....	6
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
10.2.1 - Identification des factures.....	8
10.2.2 - Facturation séparée : CNRS ou Grenoble INP – UGA	8
10.3 - Délai global de paiement	8
10.4 - Paiement des cotraitants	9
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
12 - Développement durable.....	9
13 - Constatation de l'exécution des prestations	10
13.1 - Première étape : la vérification d'aptitude	10
13.2 - Deuxième étape : les vérifications approfondies	10
13.3 - Décision après vérification	10
14 - Garantie des prestations.....	10
15 - Maintenance effective après expiration de la garantie	11
16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
17 - Pénalités.....	11
17.1 - Pénalités de retard.....	11
17.2 - Pénalité pour travail dissimulé	11
17.3 - Autres pénalités	12
18 - Assurances	12
19 - Clause de réexamen	12
20 - Résiliation du contrat.....	12
20.1 - Conditions de résiliation.....	12
20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
21 - Règlement des litiges et langues.....	13
22 - Clauses complémentaires	13
22.1 - Modifications affectant la représentation du titulaire.....	13
23 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Acquisition d'un microscope double faisceau MEB-FIB et ses accessoires SIMAP

Le descriptif technique est décrit dans le CCTP.

Lieu(x) d'exécution et de livraison :

Laboratoire SIMAP/CMTC - Grenoble INP - Phelma
1260 Rue de la Piscine,
38 400 Saint Martin d'Hères, France

- Heure d'ouverture du site d'implantation : 9h-12h / 14h-17h
- Il est précisé que le bâtiment est équipé d'un quai de déchargement. Un camion équipé d'un hayon et, si nécessaire, d'un système de levage (élévateur) est requis pour le déchargement.
- La salle d'implantation est située dans une salle au rez-de-chaussée.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Décisions d'affermissement pour affermir les tranches optionnelles

(*) Toute clause de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent marché est réputé non écrite.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

Le contrat débute à la notification du marché et prendra fin :

- Soit à la fin de la période de garantie si les tranches ne sont pas affermies.
- Soit à la fin du dernier contrat de maintenance si les tranches sont affermies.

6.2 - Délais d'affermissement des tranches

Les délais limites de notification des décisions d'affermissement prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle sont indiqués ci-dessous :

Tranches		Délai
TO n°01	Contrat de maintenance d'une durée de 4 ans + Choix de la PSE O Maintenance du MEB + platine cryogénique	À la fin de la période de garantie
TO n°02	Contrat de maintenance d'une durée de 4 ans + Choix de la PSE O Maintenance du MEB + platine cryogénique	À la fin de la TO n°1

6.3 – Délais maximums d'exécution

Les délais maximums d'exécution des prestations sont fixés comme suit (T0 étant la date de notification du marché valant notification de la tranche ferme) :

Étapes	Délai maximum d'exécution du marché	Intervenants	Document exigés
Livraison du matériel	T0 + 180 jours calendaires	Titulaire	Bon de livraison daté, signé
Installation et mise en service	Au plus tard à T0 + 210 jours calendaires	Titulaire	PV d'installation et de mise en service daté signé
Vérification d'aptitude	Au plus tard, T0 + 220 jours calendaires	Grenoble INP-UGA + Titulaire	Procès-verbal de vérification d'aptitude daté signé par Grenoble INP-UGA,
Formation initiale de 3 jours	Au plus tard, T0 + 225 jours calendaires	Titulaire	Attestation de formation

Étapes	Délai maximum d'exécution du marché	Intervenants	Document exigés
Opérations de vérifications approfondies	Les vérifications approfondies seront effectuées dans un délai maximum de 60 jours calendaires à compter de vérification d'aptitude.		
Admission	A l'issue des opérations de vérifications approfondies	Grenoble INP-UGA	Procès-verbal d'Admission daté, signé par Grenoble INP-UGA
Garantie	2 ans à compter de l'Admission	Titulaire	
Formations avancées de 8 jours au minimum	Au maximum 2 ans à compter de l'Admission	Grenoble INP-UGA + Titulaire	Attestation de formation

(*) Le titulaire ne pourra débuter l'installation qu'après avoir contacté les correspondants techniques, dont les coordonnées seront transmises lors de la notification du marché, afin de convenir des modalités et des conditions d'installation. À défaut, l'installation ne pourra pas être acceptée.

Cette démarche devra être effectuée au moins 15 jours avant la date prévue pour le début de l'installation.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 11/2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV } (n) / \text{SYN REV } (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

En cas de non affermissement des tranches, il ne sera pas appliqué d'indemnité de dédit.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à **50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Aux fins du calcul du montant de l'avance prévu à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, la durée du marché s'entend comme ne prenant pas en compte la durée de la garantie.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre.

À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Échéancier de paiement	Etape d'exécution	Paiement (%)	Date maximale à compter de la notification du marché (T0)	Document exigés
Acompte	Installation et mise en service	65 %*	Au plus tard, T0 + 220 jours	Procès-verbal de vérification d'aptitude daté signé par le titulaire et l'acheteur et facture conforme
Solde	Admission	35 %	Au plus tard T0 + 280 jours	Procès-verbal d'admission daté, signé et facture conforme

* **Rappel** : le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Tranche optionnelle n°1 relative au contrat de maintenance :

	Paie ment (%)	Point de déclenchement	DOCUMENTS EXIGES
Acompte N°1	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	Paie ment à terme échu au premier jour d'exécution de la tranche optionnelle	Décision d'affermissement et rapport d'intervention
Acompte N°2	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter du premier acompte	
Acompte N°3	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter deuxième acompte	
Solde	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter du troisième acompte	

Tranche optionnelle n°2 relative au contrat de maintenance :

	Paie ment (%)	Point de déclenchement	DOCUMENTS EXIGES
Acompte N°1	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	Paie ment à terme échu au premier jour d'exécution de la tranche optionnelle	Décision d'affermissement et rapport d'intervention
Acompte N°2	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter du premier acompte	
Acompte N°3	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter deuxième acompte	

	Paiement (%)	Point de déclenchement	DOCUMENTS EXIGES
Solde	1/4 du montant total de la tranche sera effectué sur la présentation d'une facture annuelle, d'un (des) rapport(s) d'intervention et interviendra à terme échu.	12 mois à compter du troisième acompte	

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Chaque facture doit comporter le numéro de commande et le numéro du marché.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) Grenoble INP – UGA : 19381912500017
- Identifiant de la structure publique (SIRET) CNRS : 180 089 013 07457

10.2.1 - Identification des factures

Chaque facture transmise par le titulaire doit impérativement mentionner le numéro de commande ainsi que le numéro du marché correspondant.

10.2.2 - Facturation séparée : CNRS ou Grenoble INP – UGA

L'acquisition du microscope double faisceau MEB-FIB et de ses accessoires s'inscrit dans le cadre d'un groupement de commande constitué entre le CNRS et Grenoble INP - UGA.

Le règlement des comptes, y compris la répartition des paiements, sont précisés lors de la notification du présent marché dans l'Acte d'Engagement (AE).

Pour les fournitures acquises et devenant propriété du CNRS, le titulaire est tenu d'émettre et d'envoyer ses factures directement au CNRS, qui en assurera le paiement. Chaque membre du groupement s'engage à respecter ses obligations respectives en matière de TVA.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur : la notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport : le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison : la livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Bon de livraison (obligation) : la présence d'un bon de livraison est essentielle pour le suivi logistique, la comptabilité, et la vérification de la conformité des fournitures livrées par rapport à la commande initiale. Il constitue une preuve de la réalisation de la livraison conformément aux termes du contrat.

Formation du personnel : le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations. Après la mise en service de l'équipement, une formation pour la prise en main de l'équipement sera effectuée sur site. Cette formation permettra un travail autonome et en sécurité des personnes formées sur la machine.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le prestataire s'engage à :

- Privilégier les interventions à distance lorsque cela est possible, afin de limiter les déplacements et réduire les émissions de CO2.
- Encourager la réparation et la réutilisation des équipements plutôt que leur remplacement systématique.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications se feront en 2 étapes :

13.1 - Première étape : la vérification d'aptitude

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, la vérification d'aptitude a pour but de constater que le matériel et les progiciels installés et mis en ordre de marche, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées, le cas échéant, par le marché ou, dans le silence de celui-ci, par la documentation du titulaire.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, le délai dont dispose l'établissement pour notifier sa décision est de 10 jours à compter de la mise en service.

Si la vérification d'aptitude est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur procède aux vérifications approfondies.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne responsable du marché prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire, après intervention sur le matériel, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

13.2 - Deuxième étape : les vérifications approfondies

Les vérifications approfondies ont pour but de constater que le matériel et les logiciels fournis sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les modalités de vérifications sont précisées aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

La régularité du service s'observe à partir du jour où les éléments ont été déclarés aptes.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai dont dispose l'établissement pour notifier sa décision est de 60 jours à compter de la vérification d'aptitude.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur le délai de vérification du service régulier, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas, 7,5 p. 100 de la durée d'utilisation effective.

13.3 - Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision d'admission, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, en l'absence de décision, les prestations sont réputées être admises 2 mois à compter de la fin de la formation.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 2 ans dont le point de départ est la date de la décision d'Admission. Cf article 33 CCAG FCS

15 - Maintenance effective après expiration de la garantie

Les prestations feront l'objet d'un contrat de maintenance si affermissement des tranches assurée par le titulaire à compter de la date d'expiration du délai de garantie. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 32 du CCAG-FCS.

Conditions et modalités de la maintenance :

La période de maintenance prévue dans le présent contrat débutera de manière effective après l'expiration de la garantie applicable aux équipements. Cette disposition vise à assurer une transition fluide entre la période de garantie et celle de maintenance, permettant au Prestataire d'assumer pleinement ses responsabilités post-garantie.

Ainsi, toute prestation de maintenance effectuée pendant la période de garantie légale sera considérée comme relevant de cette dernière, sans impact sur la période de maintenance ultérieure.

16 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

17 - Pénalités

Les pénalités ont pour but de garantir à l'acheteur le respect par son cocontractant des stipulations contractuelles. Toute méconnaissance d'une obligation sur laquelle s'est contractuellement engagé le titulaire du marché public, peut donner lieu à l'application de pénalités.

17.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité de retard fixée à 10%, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Plafonnement des pénalités de retard : conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant total HT

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 14.1.1 alinéa 1 du CCAG-FCS.

17.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC global du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17.3 - Autres pénalités

Pénalités		Montants	Précisions
Pénalités sur obligations de moyens	Forfaitaire	1500€	<p>Pénalité pour non-respect des obligations de moyens prévus au marché : (<i>moyens matériels, moyens humains, fourniture de documents contractuels : assurances, compte rendu, documentation en français, etc.</i>)</p> <p>Une pénalité forfaitaire (HT) sera appliquée en cas de non-respect des obligations de moyens prévues à l'appui du mémoire technique opposable au titulaire du marché en vertu des dispositions du présent marché.</p>
Pénalité pour non-conformité de la maintenance préventive	Forfaitaire	1500€	<p>En cas de non-respect des engagements de maintenance préventive stipulés dans le cadre de ce marché (<i>prévu dans le cadre du mémoire technique du titulaire</i>), une pénalité financière pourra être appliquée.</p>
Pénalité pour Dysfonctionnements	Hebdomadaire	500€	<p>En cas de dysfonctionnement du microscope double faisceau MEB-FIB SIMAP et ses accessoires, défini comme toute interruption de service, erreur, bug ou dégradation de la performance impactant les opérations de Grenoble INP, des pénalités seront appliquées.</p>

18 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS et en complément, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant notification du marché et tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

19 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

20 - Résiliation du contrat

20.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

20.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

21 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

22 - Clauses complémentaires

22.1 - Modifications affectant la représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (service concerné), avec en copie par mail à marches@grenoble-inp.fr, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- À toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Par ailleurs, tout changement de coordonnées bancaires en cours de marché doit systématiquement être notifié par mail (avant envoi des factures) à marches@grenoble-inp.fr, en indiquant le N° du ou des marchés concernés sur un document à l'en-tête de la société.

23 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services